

## **DÉCLARATION DE SOUTIEN DES GABONAIS D'AMÉRIQUE DU NORD À LA RÉVOLUTION POPULAIRE EN RÉPUBLIQUE GABONAISE**

Chers compatriotes,

Au nom des Gabonais de l'opposition politiquement engagés au sein de la diaspora d'Amérique du Nord, lesquels m'autorisent ici, suite à une conférence téléphonique d'urgence tenue ce dimanche 14 décembre, à vous parler en leur nom, il m'incombe l'honneur, aujourd'hui, de vous lire leur pensée.

Chers compatriotes:

Le Gabon, notre pays, est dirigé par le système Bongo/PDG, un système au service du bongoïsme le plus criminel, depuis près de 50 ans. Si Ali Bongo devait perdurer au pouvoir au-delà de 2016, nous aurions la garantie automatique de voir notre pays dirigé 70 ans durant par la même famille, le même clan. Le Gabon ne peut se permettre une telle prise en otage.

Nous sommes donc tous aujourd'hui, en tant que Peuple gabonais, d'accord sur un seul constat: les Bongo et leur Etat-PDG doivent partir, maintenant. Ils doivent partir car les ravages de ce système dans notre pays et dans nos vies ne sont plus à supputer. L'état actuel du pays caractérisé par l'insécurité dont la pandémie des crimes rituels est l'illustration la plus éloquente, l'absence d'un Etat de droit et de justice au service de tous, l'absence d'un débat politique démocratique et inclusif, la mise à mal des droits civiques, humains et politiques de nos concitoyens, le délabrement et la destruction généralisée de notre système éducatif, la pauvreté foudroyante qui lamine notre tissu social et pervertit nos valeurs, voilà, chers compatriotes, entre autres, les maux qui accablent le pays tout entier et dont le bongoïsme est la cause.

Dans toutes les sociétés du monde où l'humanisme est déterminatif de l'être social, lorsqu'un gouvernement est dans l'incapacité de relever les défis de la sécurité de ses citoyens, quand il est dans l'incapacité d'offrir un développement social et économique durable à ses populations, et quand, de surcroît, il prive les citoyennes et les citoyens des leviers démocratiques qui leur permettent l'alternance des régimes politiques par les urnes, il incombe au Peuple dans son ensemble de prendre en main son destin et, dans le cas qui nous préoccupe ici, de changer son gouvernement par tous les moyens.

Chers compatriotes, nous sommes aujourd'hui au-devant de nos responsabilités en tant que Peuple, en tant que Nation. Depuis 1998, nous, Gabonais d'Amérique du Nord ne cessons de dire que rien de bon ne pourra se passer au Gabon tant qu'un Bongo Ondimba sera au pouvoir, que le Gabon ne changera ni par les urnes, ni par la bonne volonté des Bongo, et encore moins par le miracle de Jésus Christ. Que, pour qu'un changement effectif et durable arrivât au Gabon, il faudra que le Peuple gabonais allât conquérir, dans la rue, la souveraineté qu'il ne pourra jamais conquérir par les urnes.

Ce moment, chers compatriotes, est venu.

Les Gabonaises et les Gabonais, nous continuons à le marteler, ne peuvent plus se laisser déposséder de leur humanité; les Gabonaises et Gabonais ne peuvent plus se laisser imposer un système politique et des façons de gouverner qu'ils n'ont jamais librement choisis; les Gabonaises et Gabonais ne peuvent plus se permettre de rester prisonniers d'une oligarchie politique et familiale qui leur refuse le droit d'exister selon leur propre volonté; les Gabonaises et Gabonais ne peuvent plus se permettre un Bongo Ondimba à la tête du Gabon.

Il faut en finir.

Chers compatriotes:

Alors que le pays est à terre;

Alors que les pleurs des enfants, des sœurs, des frères, des parents, depuis que les Bongo sont au pouvoir, ne cessent de traduire les chagrins causés par les crimes rituels restés impunis;

Alors que dans tous les secteurs de la société, les travailleurs sont dans des mouvements de revendication à n'en plus finir pour réclamer un salaire digne de ce nom et les conditions de vie, de travail et de dignité humaine qui leur sont dus dans un pays aux vastes richesses;

Alors que les élèves et les étudiants sont jetés dans la rue faute d'infrastructures appropriées pour les accueillir adéquatement, et subissent les matraques et les gaz lacrymogènes à chaque fois qu'ils osent réclamer la dignité de leurs études;

Alors que les Gabonaises et Gabonais, au pays comme à l'étranger, appellent, de toutes leurs forces, et plus que jamais, au départ immédiat d'Ali Bongo du pouvoir, donc à une rupture immédiate d'avec le bongoïsme;

Et alors même que la banqueroute générale du bongoïsme ne fait plus aucun doute dans l'esprit des Gabonais, une banqueroute aujourd'hui augmentée par le flou sur les origines d'un dictateur dont le pouvoir est désormais frappé non seulement du sceau de l'illégitimité, mais aussi de celui de l'usurpation,

Les leaders de la diaspora politiquement engagée d'Amérique du Nord déclarent, ici et maintenant, leur solidarité d'avec toutes les portions du peuple gabonais qui s'activent au Gabon comme au sein de la diaspora à rechercher non seulement le départ immédiat du clan des Bongo du pouvoir, mais aussi la rupture immédiate d'avec l'Etat bongoïste.

A ce titre, les leaders de la diaspora politiquement engagée que nous sommes, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui se réclament de la sensibilité politique qui refuse désormais tout dialogue avec le régime des Bongo, et qui n'accepte d'autre issue que la rupture totale, se déclarent solidaires de tous les mouvements de contestation actuellement en cours au Gabon, qu'il s'agisse des mouvements sociaux initiés par les étudiants et les écoliers, les syndicats et la société civile, ou de ceux, politiques, initiés par l'opposition gabonaise dans son ensemble et dans toute sa diversité.

Notre appel est donc celui d'un large mouvement en vue de la libération immédiate du Gabon. Il s'inscrit, cet appel, au-delà des camps politiques, des ethnies, des tribus. Il interpelle toutes les populations et toutes les régions du pays. Il vise à inspirer toutes celles et tous ceux qui aspirent à un État de droit, libre et juste, sans tribalisme.

La solidarité que nous formulons ici avec tous nos compatriotes pour la libération politique du Gabon est à cet égard une invitation à une expérience de démocratie directe qui jettera les bases d'une nouvelle société de liberté politique, respectueuse de la diversité et des droits démocratiques de chacun.

Aussi, nous, Gabonaises et Gabonais d'Amérique du Nord, en appelons-nous à toutes les Gabonaises et tous les Gabonais vivant dans les campements, dans les villages, dans les villes et les cités, ceux qui végètent dans la misère et dans la pauvreté, à rejoindre ceux qui sont déjà dans les rues ou y seront demain, devant les ministères, devant les écoles délabrées, devant nos hôpitaux démunis, devant les édifices symboles de notre souveraineté nationale, aux fins de mettre fin au régime des Bongo Ondimba et de leur Etat-PDG. Un seul slogan vaut la peine aujourd'hui d'être répété, dans les villes et dans les villages, dans les bars et dans les écoles, dans les maisons et dans les bureaux: "Bongo doit partir, maintenant, et par tous les moyens."

Il est temps que nous donnions à notre pays un avenir politique dans lequel nous pourrions démocratiquement nous choisir un gouvernement et les façons de nous gouverner qui conviendront à toutes et à tous.

Vive le Gabon.

Vive la République.

Fait le 14 décembre 2014 à Washington, USA

**Déclaration lue par:**

Daniel Mengara, Porte-Parole

**Etaients présents:**

M. Allen Allan Ambamany  
M. Henri Omva Minko  
M. Joël Mbiamany-Ntchoreret  
M. Jules-Florent Eya  
M. Raphaël Mbadinga  
M. Venant Zuè  
M. André Bouassa

M. Landry Amiang  
M. Alain Obame  
M. Frank Jocktane  
Arsene Ndui Assame  
M. Hilaire Ze Ndong  
M. Jean-de-Dieu Mickouma  
M. Daniel Mengara